Session ordinaire 2019-2020

FC/PR P.V. CEB 17

Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

Procès-verbal de la réunion du 11 mai 2020

La réunion a eu lieu par visioconférence

Ordre du jour :

1. Approbation du projet de procès-verbal de la réunion du 4 mai 2020
2. Présentation de la voie à suivre dans le cadre du projet LUXEOSys
3. Divers

*

Présents : Mme Diane Adehm, Mme Semiray Ahmedova, M. Guy Arendt, M. André Bauler, Mme Djuna Bernard, M. Sven Clement, M. Frank Colabianchi, M. Mars Di Bartolomeo, M. Gast Gibéryen, M. Claude Haagen, M. Jean-Marie Halsdorf, Mme Cécile Hemmen, Mme Octavie Modert, M. Gilles Roth, Claude Wiseler.

Mme Stéphanie Empain, M. Charles Margue, observateurs

M. François Bausch, Ministre de la Défense

M. Gilles Feith, Mme Nina Garcia, Direction de la Défense, du Ministère des Affaires étrangères et européennes

M. François Mousel, M. Thierry Kremser, de PWC

Mme Francine Cocard, de l'Administration parlementaire

Excusé : M. David Wagner, observateur délégué

*

Présidence : Mme Diane Adehm, Présidente de la Commission

*

1. Approbation du projet de procès-verbal de la réunion du 4 mai 2020

Le projet de procès-verbal est approuvé.

2. Présentation de la voie à suivre dans le cadre du projet LUXEOSys

M. le Ministre rappelle les explications données au cours de la réunion du 30 mars 2020.

M. le Ministre rappelle que la Commission de la Défense de la Chambre des Députés a également demandé à être informée sur le projet LUXEOSys. M. le Ministre explique qu'il souhaite faire une distinction entre les dépenses effectuées dans le passé et les dépenses envisagées (voir le projet de loi 7542).

Sur base de la présentation transmise aux membres de la ComExBu le 3 mai dernier, les représentants ministériels et les experts de PWC exposent la voie que le Gouvernement propose de suivre dans le cadre du projet LUXEOSys.

Historique :

- La loi du 14 août 2018 relatif au Programme « Luxembourg Earth Observation System » (LUXEOSys) autorise le Gouvernement à faire procéder à l'acquisition et à la gestion d'un système d'observation de la Terre pour un montant ne pouvant dépasser 170 millions d'euros TVA non comprise sur une période de quatorze ans, y inclus les frais liés à l'acquisition, le lancement et l'exploitation d'un satellite.
- La Société OHB-I avait été sélectionnée pour le design et le développement du système LUXEOSys en septembre 2018.
- Requête de changement en août 2019.
- Revue de programme effectuée entre novembre 2019 et février 2020, présentée le 30 mars 2020 (voir le procès-verbal de la réunion).

Actions urgentes issues de la revue du Programme
(Certaines de ces actions ont déjà été entreprises : 1, 3, 4, 5 et 6)

1.Décision quant à la continuation du programme

2.Validation du concept d'emploi et de l'ensemble des exigences relatives au système LUXEOSys

3.Décisions concernant la modification du segment sol
- Analyse et validation du niveau de sécurité requis pour le système
- Sélection de l'option de déploiement du segment sol la plus adaptée au cas spécifique de LUXEOSys

4.Analyse détaillée des besoins financiers complémentaires
Poursuivre le processus de consultation sur l'externalisation de l'exploitation du système

5.Présentation des conclusions à la Commission d'exécution budgétaire

6.Préparation et dépôt d'un projet de loi modifiant la Loi de financement initiale

7.Mise en place d'un « Programme Management Office » (PMO) pour pallier le manque de ressources de la Direction de la Défense pour poursuivre ce type de projet complexe

8.Obtention du support technique nécessaire à l'évaluation et la validation de la conception détaillée du système.

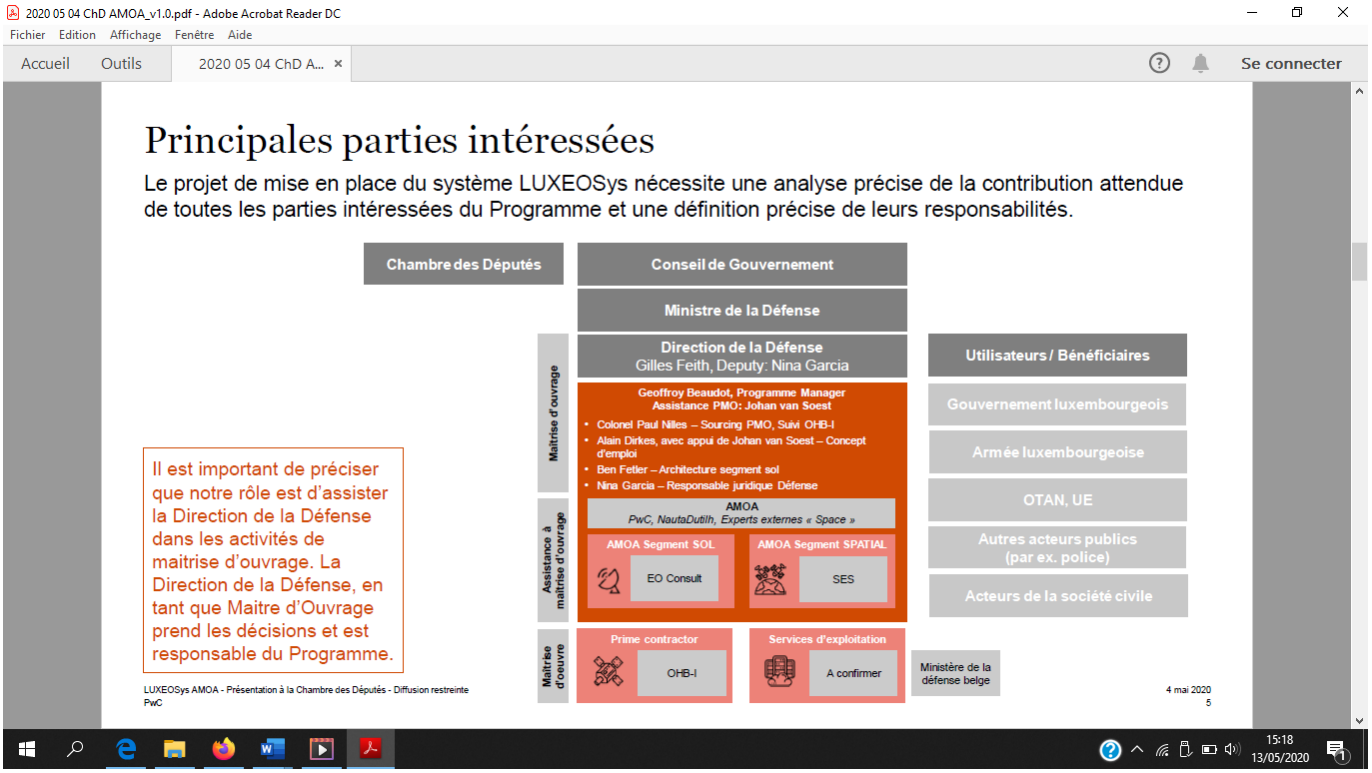
L'Assistance à maîtrise d'ouvrage (AMOA) doit assister la Direction de la Défense sur les principales actions critiques suivantes pour mieux maîtriser les risques, assurer une bonne

gestion budgétaire et le respect des règlementations, et surtout mener à bien le Programme avec une solution qui réponde aux besoins de la Défense et des futurs clients / utilisateurs du satellite.

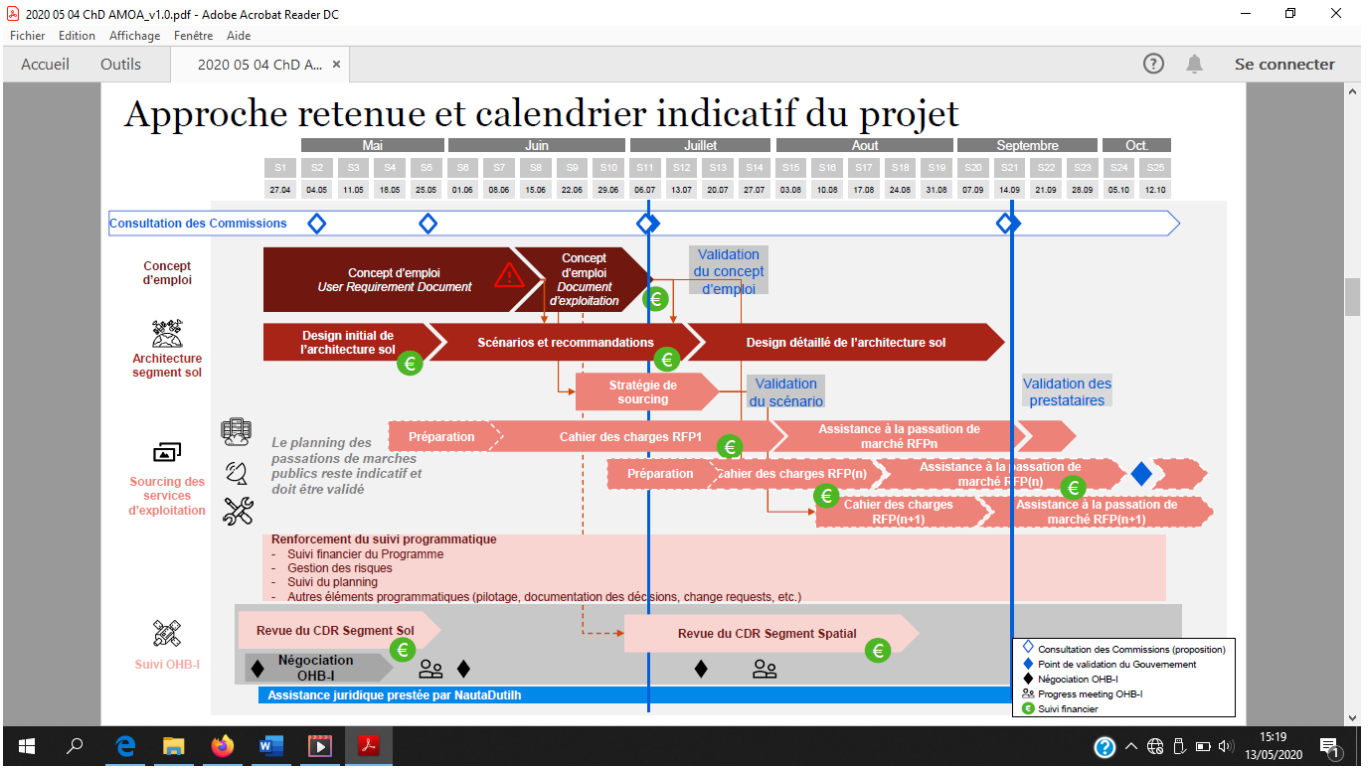
1. Analyse du concept d'emploi
2. Conception de l'architecture IT du segment sol
3. Acquisition des biens et services liés à l'exploitation du système
4. Renforcement de la gouvernance du Programme
5. Aide au suivi d'OHB-I et à la revue des CDR segment sol et spatial.

Pour pouvoir assister la Direction de la Défense, PwC, assisté de Nauta Dutilh, va permettre de :
• Renforcer l'expertise technique (domaine spatial, mais aussi IT et sécurité)
• Renforcer les ressources dédiées au pilotage du programme, suivi financier, gestion des risques
• Renforcer les capacités en matière d'achats (sourcing, soumission de marchés publics)
• Renforcer les compétences juridiques.

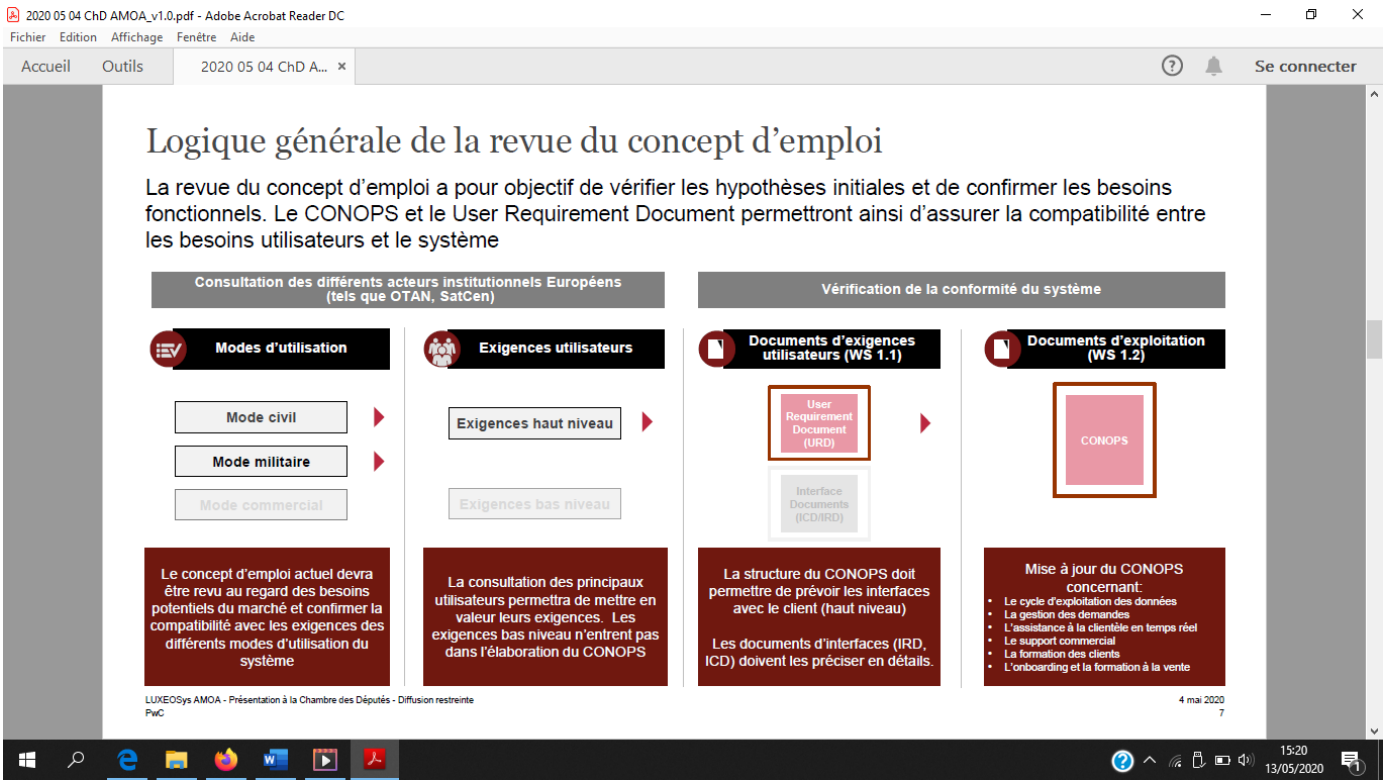
Le projet de mise en place du système LUXEOSys nécessite une analyse précise de la contribution attendue de toutes les parties intéressées du Programme et une définition précise de leurs responsabilités.



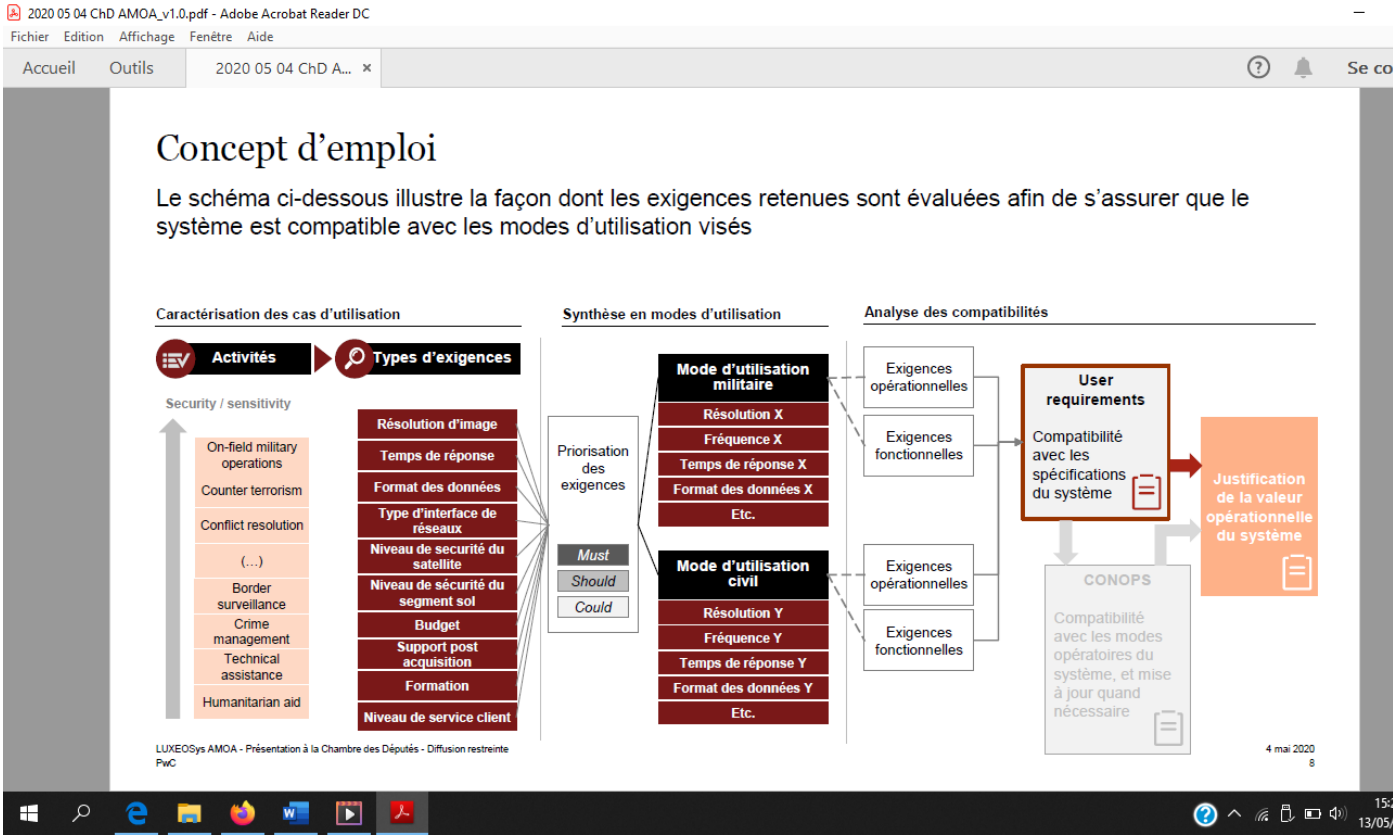
Approche retenue et calendrier indicatif du projet



Logique générale de la revue du concept d'emploi

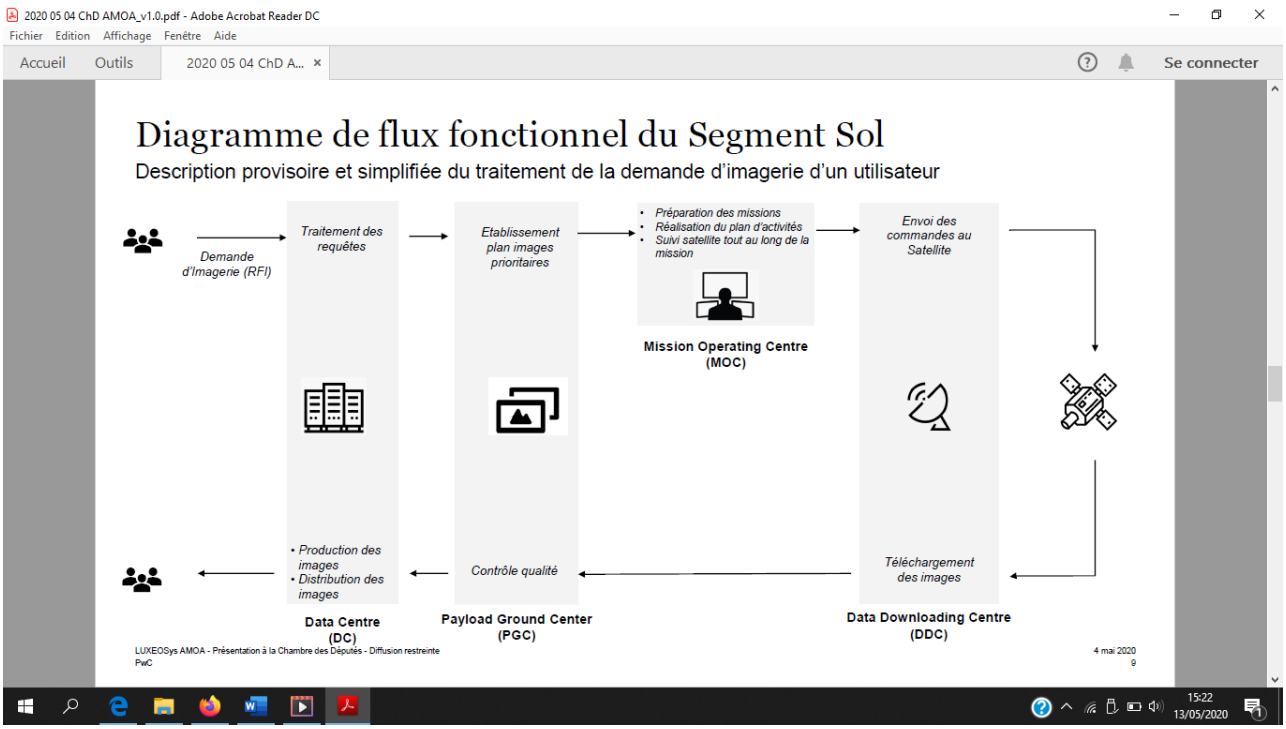


Concept d'emploi

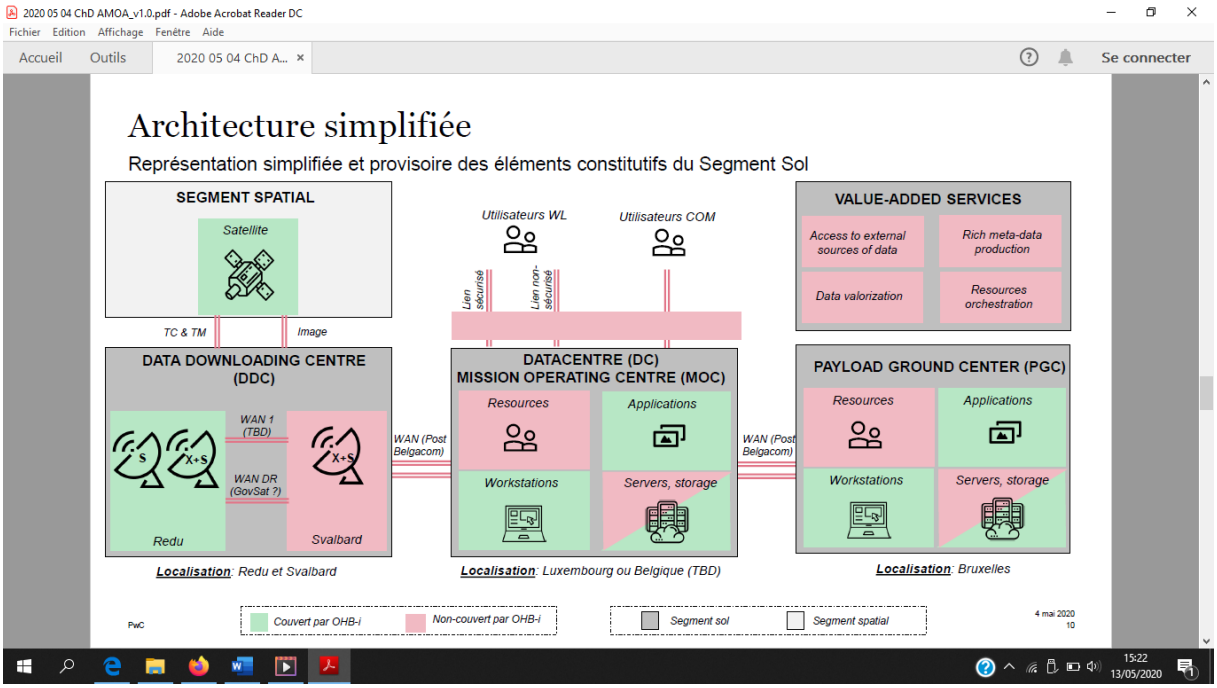


Le schéma ci-dessous illustre la façon dont les exigences retenues sont évaluées afin de s'assurer que le système est compatible avec les modes d'utilisation visés

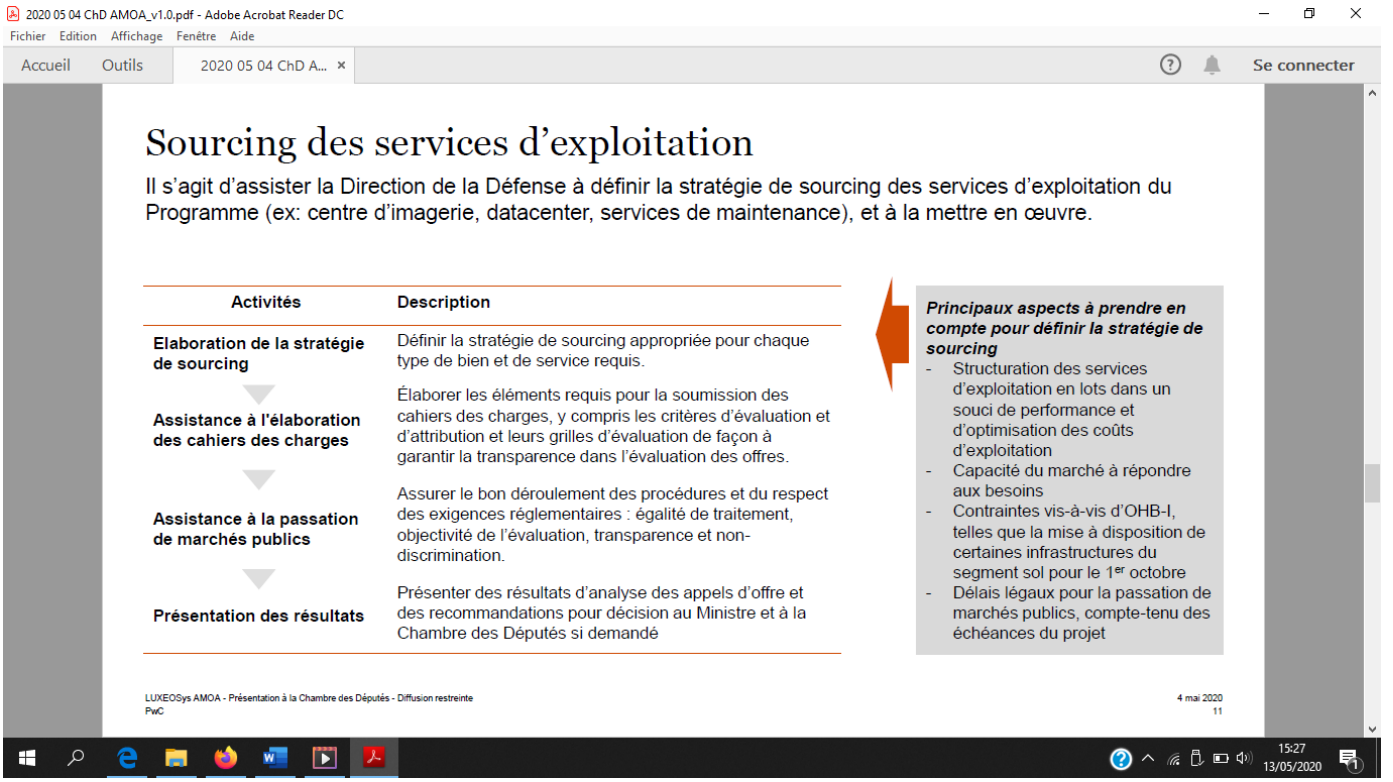
<u>Diagramme de flux fonctionnel du Segment Sol</u>



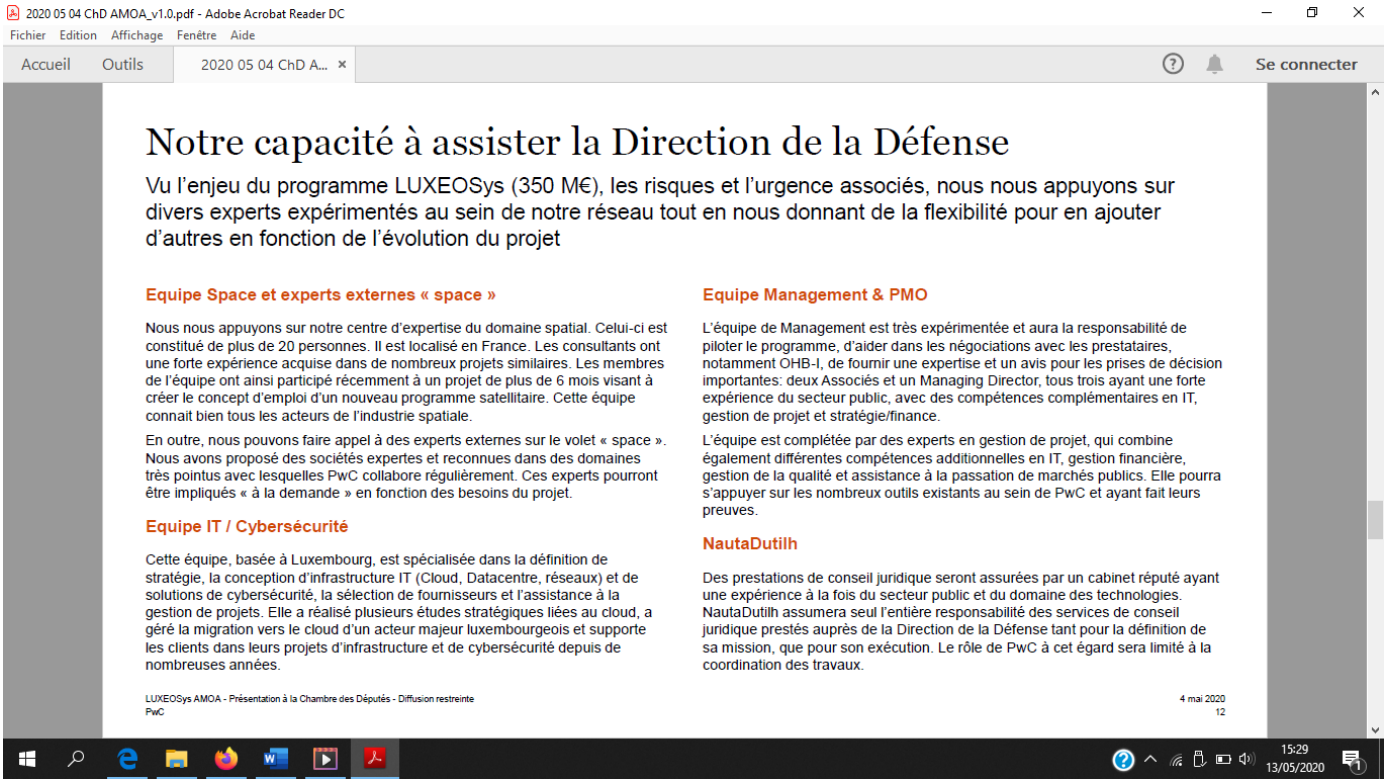
Architecture simplifiée
Représentation simplifiée et provisoire des éléments constitutifs du Segment Sol



Sourcing des services d'exploitation
Il s'agit d'assister la Direction de la Défense à définir la stratégie de sourcingdes services d'exploitation du Programme (ex: centre d'imagerie, datacenter, services de maintenance), et à la mettre en œuvre.



Ce que PWC veut apporter au projet

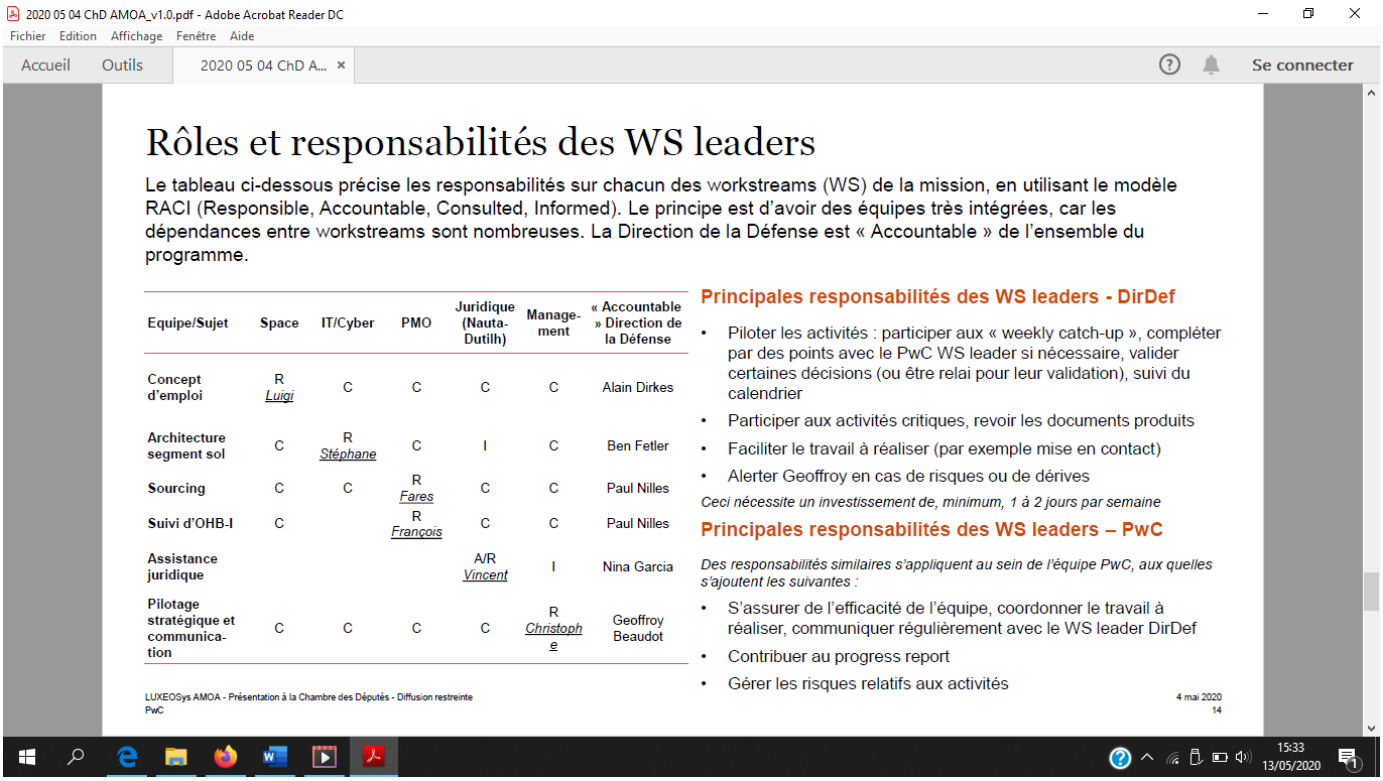


Structure de l'équipe projet

<u>Rôles et responsabilités des WS leaders</u>

Le tableau ci-dessous précise les responsabilités sur chacun des workstreams (WS) de la mission, en utilisant le modèle RACI (Responsible, Accountable, Consulted, Informed). Le

principe est d'avoir des équipes très intégrées, car les dépendances entre workstreams sont nombreuses. La Direction de la Défense est « accountable» de l'ensemble du programme.



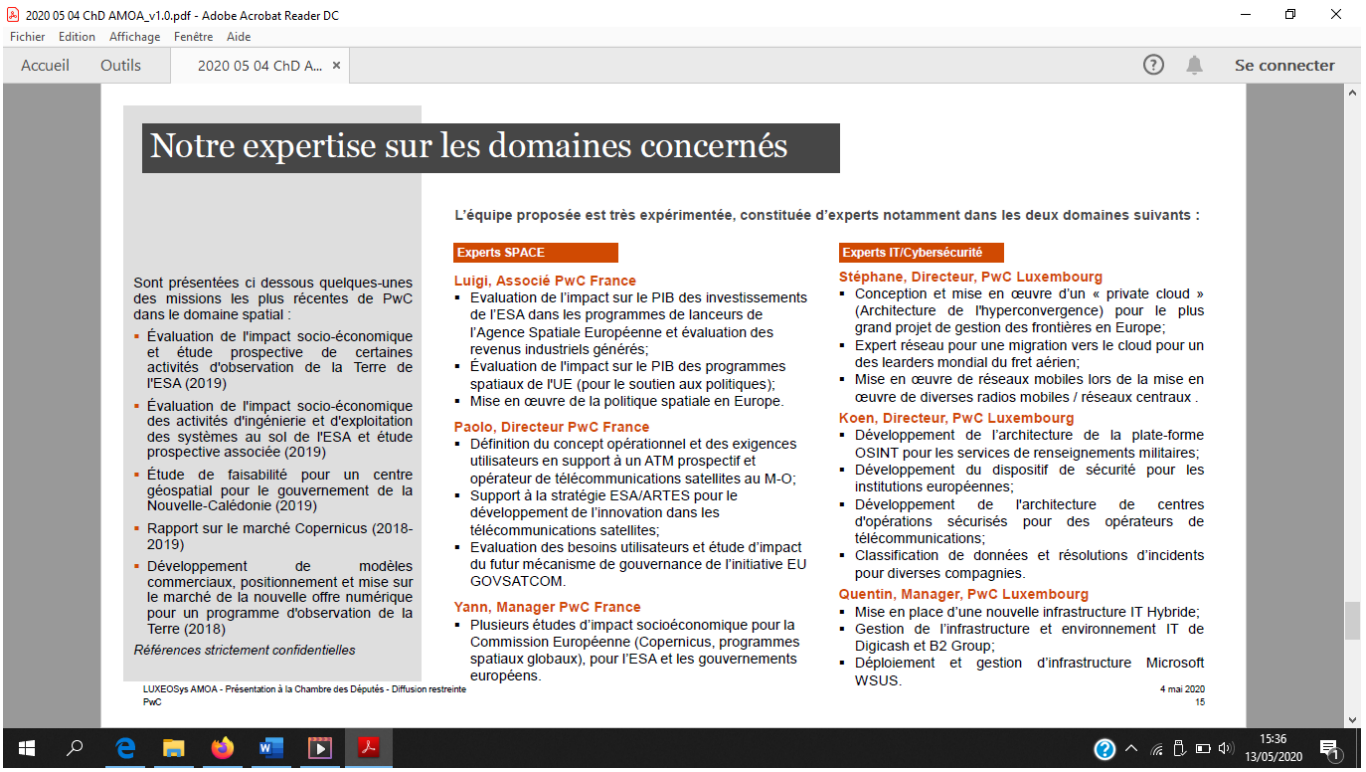
<u>Principales responsabilités des WS leaders -DirDef</u>

•Piloter les activités : participer aux «*weekly catch-up*», compléter par des points avec le PwC WS leader si nécessaire, valider certaines décisions (ou être relai pour leur validation), suivi du calendrier
•Participer aux activités critiques, revoir les documents produits
•Faciliter le travail à réaliser (par exemple mise en contact)
•Alerter Geoffroy en cas de risques ou de dérives

Ceci nécessite un investissement de, minimum, 1 à 2 jours par semaine

<u>Principales responsabilités des WS leaders –PwC</u>

Des responsabilités similaires s'appliquent au sein de l'équipe PwC, aux quelles s'ajoutent les suivantes :
•S'assurer de l'efficacité de l'équipe, coordonner le travail à réaliser, communiquer régulièrement avec le WS leader Dir Def
•Contribuer au *progress report*
•Gérer les risques relatifs aux activités



Discussion

La question de M. Sven Clement (Piraten) porte sur le concept du satellite LUXEOSys. Quelle région de la Terre est couverte ? Quel type d'images est produite ?
M. Feith répond qu'il s'agit d'un type de satellite placé en LEO (*Low Earth Orbite*, c.-à-d. Orbite Terrestre Basse), une couche qui va jusqu'à 2 000 km d'altitude. Il sera stationné de manière à passer plusieurs fois par jour au-dessus des mêmes régions permettant un suivi sur le temps.

Une autre question de M. Clement porte sur les possibilités de commercialisation qui sont envisagées au-delà de l'utilisation militaire des images récoltées par le satellite.
M. le Ministre répond que les deux utilisations des images sont prévues. Le budget qui sera investi fait partie de l'argent que le Luxembourg consacre à son effort de défense, conformément à la norme fixée par l'Otan (2% du PIB national).

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV) pose une question sur la faisabilité du projet. M. le Ministre répond que PWC apporte son assistance pour que le projet puisse être réalisé. Dans le meilleur des cas, la Chambre pourra évacuer le projet de loi 7542 en été ou en automne 2020. Il est évident que la Chambre devra disposer de tous les éléments lui permettant d'évaluer l'opportunité du projet. Il était néanmoins important que la Chambre comprenne les éléments qui ont mené à la situation actuelle et au dépôt du projet de loi 7542.

M. Claude Wiseler (CSV) salue l'approche du Gouvernement. Sa première question porte sur les aspects couverts par le projet de loi. Le Gouvernement est-il sûr d'avoir pensé à tous les éléments nécessaires pour mener à bien le projet LUXEOSys ? Qui va élaborer le *business plan* ? M. le Ministre se montre confiant que les analyses et études entreprises ont permis de définir tous les éléments qui faisaient en fait défaut dans le premier projet.
M. Feith renvoie au slide 8 (ci-dessus) dans lequel sont illustrés les différents concepts d'emploi du satellite, aussi bien pour un usage civil que pour une utilisation militaire. Les cahiers de charges sont établis en fonction de ces utilisations.

M. Wiseler exprime le souhait que la ComExBu analyse de plus près les circonstances qui ont mené à la situation dans laquelle on se trouve actuellement.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) demande où sera érigé la deuxième antenne. Est-ce que ces dépenses sont déjà prévues ? M. Feith explique que le Gouvernement entreprendra sous peu un déplacement vers Redu (B) pour voir si le site dispose des installations nécessaires pour diriger le satellite. Une antenne près du cercle polaire permet de récolter des données sur un certain nombre d'heures vu que le satellite reste visible plus longtemps. La station de Svalbard est visible à chaque orbite par les satellites circulant sur une orbite polaire à une altitude supérieure à 500 kilomètres.

M. Halsdorf souhaite avoir des précisions sur le calendrier. M. le Ministre répond que le projet de loi avec la rallonge budgétaire devrait idéalement avoir été évacué en automne. M. Feith renvoie à la page 6 de la présentation où figure le calendrier indicatif du projet. L'orateur ajoute que le calendrier se clarifiera quand la décision sur le lieu d'implantation de la station terrestre aura été prise.

M. Mars di Bartolomeo (LSAP) souhaite savoir si LUXEOSys sera en concurrence avec d'autres projets. M. Feith explique que la concurrence existe par rapport au moment (slot) de lancement de satellites. Pour le reste, il n'y a pas beaucoup de sociétés offrant les services prévus dans le contexte LUXEOSys.

Est-ce que la SES pourra un jour participer au projet LUXEOSys ? (autre question de M. Di Bartolomeo). M. le Ministre rappelle que GovSat s'est désisté vu que l'entreprise exploite un système satellitaire qui, d'un point de vue technique, se distingue nettement du système visé par le projet sous discussion (voir le PV du 30 mars 2020 pour davantage de détails).

Mme la Présidente Diane Adehm (CSV) demande par quels postes budgétaires sont assurées les dépenses en relation avec la mise en place des différentes étapes de LUXEOSys. Elle souhaite disposer de détails sur les différentes étapes de LUXEOSys.
M. le Ministre propose que ses services fassent parvenir à la ComExBu un relevé des dépenses effectuées et prévues jusqu'au mois de septembre 2020.
Le Gouvernement propose de répondre aux questions sur les aspects financiers et sur le choix de la société OHB-I au cours d'une prochaine réunion. La Direction de la Défense avait, à l'époque, sélectionné la société OHB Italia SpA (OHB-I) spécialisée dans la conception, le développement et l'intégration de systèmes spatiaux, pour le développement du système LUXEOSys (mise en œuvre opérationnelle prévue pour mai 2022).

Y aura-t-il des appels d'offre pour les marchés ? (autre question de Mme la Présidente.

Pourquoi le Gouvernement a choisi PWC parmi toutes les sociétés de consultance ? Il est rappelé qu'en août 2019, la Direction de la Défense s'est vue contrainte d'adresser à OHB-I une requête de changement contractuel (CCN) relatif à une gestion décentralisée et multisites du système et à la mise en place des mesures de sécurité afférentes. La proposition de devis faite par OHB-I n'a pas convaincu la Direction de la Défense. Au vu des points qui ont interpellé, il a été décidé de publier une offre de marché pour trouver des experts capables d'accompagner le Gouvernement dans les choix à entreprendre. M. le Ministre ajoute que, suite à la première analyse effectuée par PWC, il parut normal que PWC offre aussi l'assistance à la maîtrise d'ouvrage.

M. Feith confirme que les différents segments de marchés seront publiés en bonne et due forme. La mission avec PWC consiste actuellement à aider le Gouvernement à définir les besoins (cf slide 6). Il faudra ensuite déterminer les installations et services nécessaires pour

pouvoir finalement décider à quels types de métiers s’adresseront les différentes offres de marchés.

3. Divers

Une prochaine réunion est provisoirement prévue pour le 25 mai 2020.

*

Luxembourg, le 14 mai 2020

La Secrétaire-administrateure,
Francine Cocard

La Présidente de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire,
Diane Adehm